



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/NGO/20
12 janvier 1961
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE
LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET
DE LA PROTECTION DES MINORITES

LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET PROTECTION DES MINORITES

Exposé présenté par la Fédération internationale des femmes diplômées
des universités, organisation non gouvernementale dotée du statut
consultatif de la catégorie B

Le Secrétaire général a reçu l'exposé ci-après qu'il communique conformément
aux dispositions des paragraphes 28 et 29 de la résolution 288 B (X) du Conseil
économique et social.

Daté du 4 janvier 1961

Reçu le 4 janvier 1961

Point 7 de l'ordre du jour :

MESURES DISCRIMINATOIRES DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT

Depuis sa fondation, la Fédération internationale des femmes diplômées des universités se préoccupe vivement du maintien de l'enseignement à un niveau élevé. Depuis longtemps, ses membres se sont donné pour tâche de suivre les modifications apportées aux politiques et aux méthodes d'enseignement pour répondre aux besoins nouveaux. Elles sont convaincues qu'il est indispensable d'assurer aux hommes et aux femmes des possibilités d'éducation égales, afin qu'aucun obstacle juridique tout au moins n'empêche les femmes de participer et de contribuer aux activités et à la vie culturelle de leur pays.

La Fédération est heureuse d'avoir eu la possibilité de présenter des observations sur le projet de convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, préparé par l'UNESCO, et elle a suivi avec

intérêt la discussion de ce texte. Elle s'est prononcée en faveur de l'amendement proposé par la Commission de la condition de la femme au premier paragraphe de l'article 2 du projet de convention, à l'effet de stipuler expressément, là où il est question de la création de programmes d'études séparés pour les élèves des deux sexes, que garçons et filles doivent faire l'objet des mêmes dispositions et non pas simplement de dispositions analogues. Comme la Commission, la Fédération estime qu'un texte où il ne serait pas question des mêmes possibilités pourrait être interprété au détriment des filles.

La Fédération a pris connaissance du texte révisé du projet de convention transmis à la onzième Conférence générale de l'UNESCO par sa commission du programme (document 11/C 36, annexe I). Elle constate que le premier paragraphe de l'article 2 a été modifié de manière à prévoir la possibilité "de suivre les mêmes programmes d'études ou des programmes d'études équivalents", le paragraphe entier étant ainsi rédigé :

"ARTICLE 2

Lorsqu'elles sont admises par l'Etat, les situations suivantes ne sont pas considérées comme constituant des discriminations au sens de l'article premier de la présente Convention :

- a) La création ou le maintien de systèmes ou d'établissements d'enseignement séparés pour les élèves des deux sexes, lorsque ces systèmes ou établissements présentent des facilités d'accès à l'enseignement équivalentes, disposent d'un personnel enseignant possédant des qualifications de même ordre, ainsi que de locaux scolaires et d'un équipement de même qualité, et permettent de suivre les mêmes programmes d'études ou des programmes d'études équivalents;"

La Fédération est satisfaite de l'insertion du mot "même" dans le texte. Elle estime cependant qu'en y maintenant l'adjectif "équivalent" on permet que garçons et filles n'aient pas des possibilités égales; si cette rédaction a été définitivement approuvée par la onzième Conférence générale de l'UNESCO, la Fédération tient à appeler l'attention de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur les dangers que ce terme peut présenter. Le fait d'assurer aux filles des programmes d'études que l'on pourrait considérer comme équivalents mais qui ne seraient pas identiques à ceux qui sont prévus pour les garçons limite sérieusement les possibilités qu'aura la femme adulte

/...

d'apporter sa pleine contribution à la vie de la collectivité et de choisir la branche d'activité qui convient le mieux à ses intérêts et à ses aptitudes, dont il est important de ne pas préjuger. La collectivité ne peut qu'en souffrir et c'est là une chose grave dans un monde où l'on exige sans cesse davantage de ceux qui sont capables d'assumer des fonctions de direction et des responsabilités. Cet état de choses peut dans certains cas aussi restreindre les possibilités de choix du garçon ou de l'homme, ce qui nuit de la même manière tant à la société qu'à l'individu lui-même. On fait souvent valoir qu'il faut préparer les filles à leur rôle de mère. Il n'est pas moins important de préparer les garçons à leur rôle de père; de nos jours, le mariage est, plus qu'il ne l'a jamais été, une association de partenaires égaux.

Ce n'est qu'en prévoyant les mêmes programmes d'études pour les élèves des deux sexes que l'on peut faire en sorte que l'homme ou la femme choisira ultérieurement sa profession en ne se fondant que sur ses aptitudes et ses intérêts. Dans un monde qui a de plus en plus besoin de citoyens qualifiés, compétents et responsables, aucun pays ne peut se permettre de courir le risque de perdre la contribution que pourrait lui faire l'un quelconque de ses membres. De plus, le danger n'est pas seulement présent, mais à venir, car si l'on choisit maintenant une voie arbitraire, il se peut que l'on continue de penser que les aptitudes des hommes et des femmes ne sont fonction que de facteurs biologiques.
